

Une Suisse compétitive

La Suisse est extrêmement concurrentielle selon les classements internationaux, la plus compétitive au monde d'après le WEF.

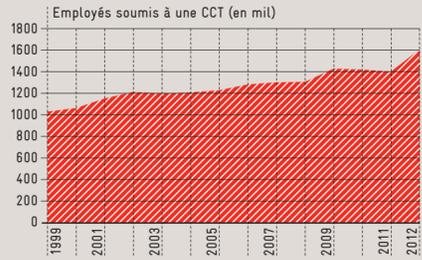
La stabilité politique, la modération relative de l'intervention de l'État et l'innovation de l'économie ont encore accru la compétitivité de la Suisse en Europe malgré la crise, ou peut-être même à cause d'elle. La plupart des entreprises ont répondu à la force du franc par une innovation accrue, un surcroît d'engagement et de flexibilité. Notre marché du travail libéral leur a permis de s'adapter rapidement au nouvel environnement. Un bon système de formation, d'excellentes universités et une qualité de vie de haut niveau sont autant de conditions nécessaires à un petit pays comme la Suisse pour qu'il prospère malgré des prix et salaires élevés. D'autant plus que beaucoup d'entreprises dépendent de spécialistes venus de l'étranger.

Ce premier regard est pourtant trompeur. Notre radar de la compétitivité suisse signale l'émergence de réels dangers et faiblesses. Des pays émergents tels que Singapour et Hong Kong ont rattrapé ou dépassé la Suisse. Et en Europe aussi, la concurrence est menaçante. La Suède par exemple est notre égale selon différents critères, et nous devance pour la formation. La Suisse est sans doute très ouverte, mais elle est mal classée en termes de libre échange. La faute aux droits de douane sur l'importation de produits agricoles. Sans l'industrie pharma, notre capacité d'innovation serait nettement moins bonne. La force des «clusters» peut aussi être perçue comme un risque de concentration. Et la stabilité politique, si souvent appréciée, cache parfois une inclination à la lenteur et l'inefficacité.

Le radar nous invite à nous pencher sur le risque d'autosatisfaction. Plus les bases de notre prospérité sont anciennes et plus elles menacent de tomber dans l'oubli. Les prochaines décisions du peuple sur le marché du travail, de l'initiative 1:12 au salaire minimum, contiennent un fort potentiel destructeur. Il y va de la compétitivité du site économique suisse.

Marché du travail Une flexibilité en baisse

L'un des plus grands atouts économiques de la Suisse réside dans son marché du travail libéral. Pourtant, celui-ci perd de plus en plus en flexibilité en raison du nombre croissant de travailleurs au bénéfice d'une convention collective.



Le marché du travail serait encore plus mis à mal par l'introduction d'un salaire minimal élevé et généralisé, telle que le prévoit une initiative populaire à venir.



Indicateurs macroéconomiques

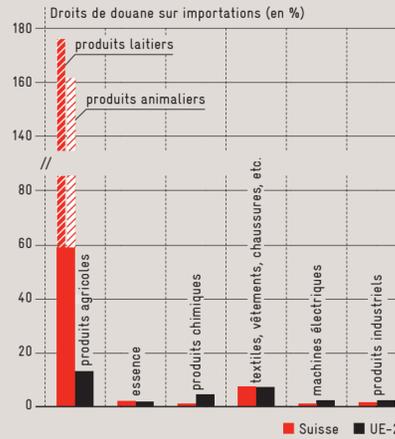
L'inflation, l'endettement public limité et un important excédent de la balance des paiements courants font de la Suisse un exemple à suivre d'un point de vue macroéconomique. Revers de la médaille: le franc, considéré comme une «valeur refuge» par les investisseurs, s'appécie particulièrement en temps de crise.

2011	PIB par habitant (PPA, USD)	Dette publique (en % du PIB)	Balance courante (en % du PIB)	Inflation (par rapport à l'année précédente, en %)
Suisse	51'227	49,0%	8,4%	0,2%
Singapour	51'070	105,2%	24,6%	5,2%
Suède	41'453	38,3%	7,0%	3,0%

Sources: FMI, la Banque mondiale

Commerce international L'agricole: une pierre d'achoppement

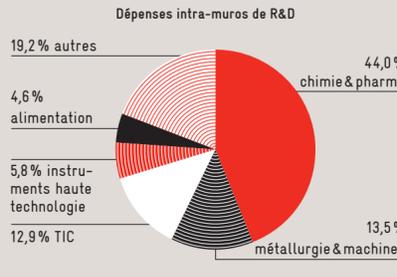
Alors que, si l'on laisse de côté l'agriculture, les droits de douane suisses se situent en moyenne à 3%, ils se montent à près de 60% pour les produits agricoles. La viande et les produits laitiers sont même protégés par des droits moyens de plus de 160%. Ainsi, la Suisse, qui est sinon très libérale, dégingole dans les classements internationaux en matière de libre-échange.



Sources: OMC, propres calculs

Innovation Au goutte-à-goutte de la pharma

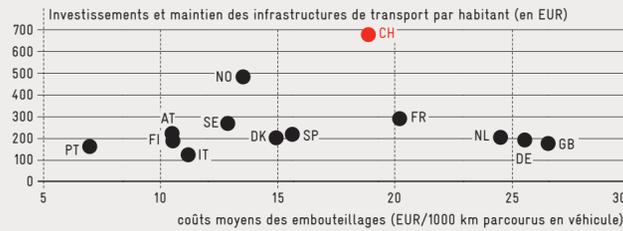
Sans l'industrie pharmaceutique, la Suisse ne se distinguerait pas aussi bien dans les classements internationaux pour l'innovation. Plus de 50% des investissements en R&D proviennent du secteur de la santé, au sein duquel le pharmaceutique pèse le plus lourd (44%).



Sources: OFS

Infrastructures Un réseau routier et ferroviaire saturé

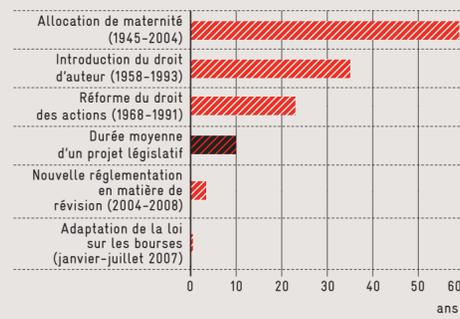
De tous les pays, la Suisse investit le plus dans les infrastructures de transport. Pourtant, elle a atteint son seuil de capacité, comme l'attestent les bouchons et les retards quotidiens. Les investissements élevés ne suffisent pas à faire face à la densité du trafic. Les subventions massives et l'absence de vérité des prix entraînent une hausse de la demande et une surcharge du réseau, à laquelle on répond par un développement des capacités.



Sources: OCDE, CE Delft, INERAS, Frauenhofer ISI

Stabilité politique Une politique inerte

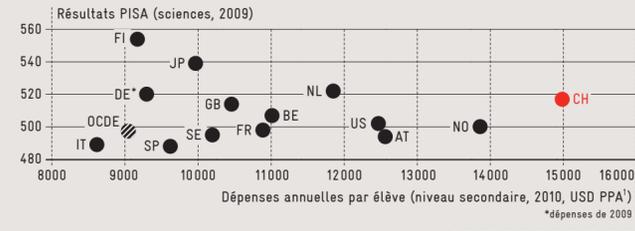
Les processus législatifs en Suisse symbolisent l'inertie du système politique, une conséquence de la haute stabilité. Ces dernières années, toutefois, l'internationalisation croissante a raccourci les processus, du moins partiellement, tandis que, dans l'UE aussi, ceux-ci peuvent durer longtemps, comme l'illustrent les 30 ans de procédures pour les Sociétés européennes (SE).



Sources: Forstmeier (2008)

Formation Des dépenses élevées pour les mêmes résultats

Bien que, au niveau secondaire, elle dépense plus par élève que des pays comparables, la Suisse n'obtient pas de meilleurs résultats au test PISA.

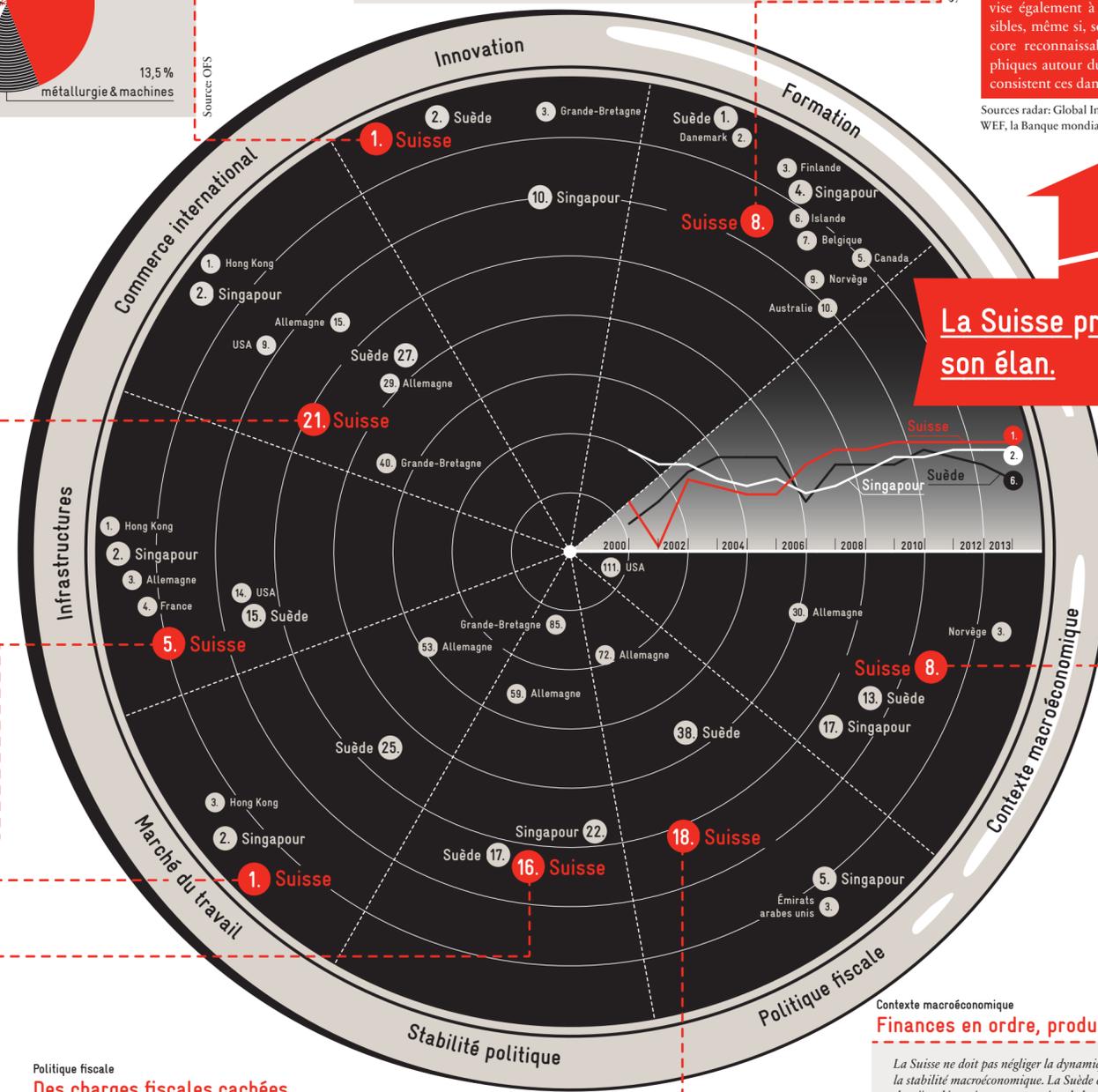


Sources: PISA, OCDE

Compétitivité en radar

Le radar de la compétitivité montre que la Suisse n'a cessé de devenir plus compétitive au cours de la dernière décennie. En 2013, pour la cinquième année consécutive, la Suisse s'est placée en tête du classement mondial de la compétitivité du WEF. Il est particulièrement intéressant de comparer la situation de la Suisse avec celle de Singapour et de la Suède, qui sont deux pays également forts économiquement. Toutefois, un radar vise également à signaler les dangers possibles, même si, souvent, ils ne sont pas encore reconnaissables à l'œil nu. Les graphiques autour du radar montrent en quoi consistent ces dangers.

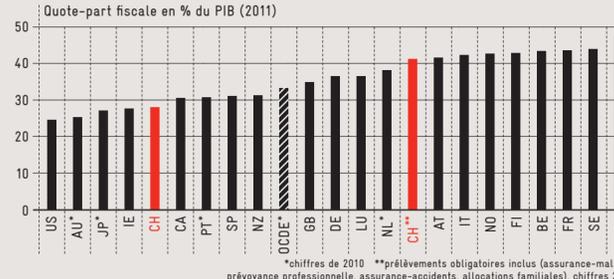
Sources radar: Global Innovation Index, IMD, PWC, WEF, la Banque mondiale



La Suisse prend son élan.

Politique fiscale Des charges fiscales cachées

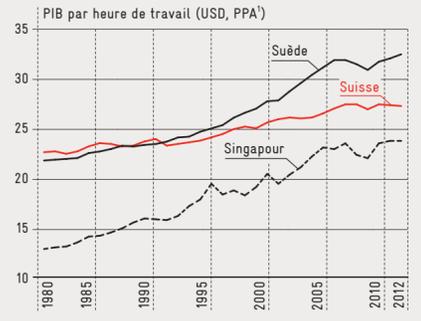
La Suisse affiche certes une quote-part relativement basse, mais celle-ci ne comprend pas les contributions obligatoires, telles que l'assurance maladie. Si ces versements sont pris en compte, la charge fiscale dépasse clairement la moyenne de l'OCDE (42% du PIB).



Sources: OCDE, OFAS, AFF, calculs d'économistesuisse

Contexte macroéconomique Finances en ordre, productivité en berne

La Suisse ne doit pas négliger la dynamique économique au nom de la stabilité macroéconomique. La Suède et Singapour ont connu cette dernière décennie une progression de la productivité plus importante.



Source: BIT